

24 NOVEMBRE 2014

AG/PAL/1320

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien: soutien international pour la reconstruction de Gaza et la reconnaissance de l'État de Palestine

367e séance – matin

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

« Il faut que le cercle vertueux de la paix prenne le dessus avant que les peuples de la région du Moyen-Orient perdent tout sens de compassion et de compréhension mutuelle », a affirmé en substance ce matin le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'occasion d'une séance de célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, organisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

Après une minute de silence à la mémoire des 1 486 victimes civiles de l'offensive militaire israélienne qui a frappé Gaza cet été, dont 513 enfants et 269 femmes, et des 6 civils qui ont trouvé la mort du côté israélien, le Président de ce Comité, M. Fodé Seck, a également rappelé les événements positifs qui ont marqué 2014, comme la reconnaissance de l'État de Palestine par le Gouvernement de la Suède, qui a donné une impulsion aux Parlements du Royaume-Uni, de l'Irlande et de l'Espagne pour aller dans le même sens.

D'après M. Seck, cette année marque un tournant qui devrait aboutir à l'adhésion de la Palestine à l'ONU en qualité de membre à part entière, ce que les intervenants à cette séance ont appelé de leurs vœux. Pour Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, l'année à venir pourrait même être celle de l'indépendance de l'État de Palestine. Dans un message lu par l'Observateur permanent de l'État de Palestine, le Chef de l'Autorité palestinienne Abbas a également rappelé qu'en 1947, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 182 sur le plan de partage qui était soumise à deux conditions: la création, en Palestine, de deux États, « l'État d'Israël » et « l'État de Palestine », Jérusalem étant placée sous un régime international spécial comme entité séparée, et une solution juste à la question des réfugiés palestiniens. Aujourd'hui,

67 ans plus tard, constate M. Abbas, la Palestine n'existe toujours pas en tant qu'État indépendant malgré les multiples résolutions des Nations Unies en ce sens. Cela est imputable à son avis à la politique « de deux poids, deux mesures » pratiquée par la communauté internationale vis-à-vis d'Israël.

Toutefois, le Président Abbas comme le Secrétaire général, s'accordent à penser que l'espoir d'une politique plus équilibrée dans la région existe toujours, comme l'atteste l'expression de la solidarité de la communauté internationale avec le peuple palestinien au lendemain de la destruction de Gaza, qui s'est traduite par des annonces de contributions de l'ordre de 5,4 milliards de dollars à la réunion du Caire, le 12 octobre dernier.

Pour sortir de l'impasse actuelle des pourparlers de paix, M. Abbas a proposé l'adoption d'une résolution, qui sera présentée prochainement au Conseil de sécurité par le Groupe arabe, qui fixerait un calendrier pour mettre un terme à l'occupation israélienne du Territoire palestinien occupé.

Outre les 50 jours de guerre cet été à Gaza, et leurs conséquences dévastatrices, les intervenants, dont les Présidents en exercice de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, sont revenus sur les développements négatifs qui ont marqué l'année 2014, comme l'expansion illégale des colonies de peuplement à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, l'interdiction, récemment levée, de l'accès à l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est, aux hommes de moins de 35 ans, et la détention de nombreux Palestiniens qui ont résisté à l'occupation.

S'agissant de la situation dans la bande de Gaza, où la situation humanitaire est tragique, les intervenants ont salué le lancement des opérations dans le cadre du mécanisme tripartite temporaire en vue de faciliter la reconstruction de Gaza, auquel ont souscrit les Nations Unies, Israël et l'Autorité palestinienne, sans pour autant renoncer à exiger la levée totale du blocus imposé à Gaza. Comme l'a souligné le Secrétaire général, la stabilité à long terme de la région dépend de la façon dont on traite les causes sous-jacentes du conflit, notamment la levée du blocus sur Gaza, la fin de l'occupation de la terre palestinienne et la réponse aux préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité.

Ils ont salué à l'unanimité le rôle primordial joué par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pendant la crise de cet été et, à l'instar de M. Ban Ki-moon, ont demandé à la communauté des donateurs de faire preuve de générosité pour répondre aux besoins urgents des Gazaouis et autres réfugiés palestiniens.

« Le redressement de Gaza est impératif et il n'y a plus de temps à perdre », a affirmé le Commissaire général de l'UNRWA, M. Pierre Krähenbühl, pour lequel l'accélération du processus de reconstruction passe précisément par l'appui des efforts de l'Office par la

communauté internationale. À ce propos, le Président de l'Assemblée générale, M. Sam Kahamba Kutesa, a signalé que les annonces de contributions pour l'UNRWA auront lieu le 3 décembre.

L'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès des Nations Unies, M. Riyad H. Mansour, a remercié les intervenants de ce matin, dont les représentants de la Ligue des États arabes, de l'Union africaine, de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des non-alignés, pour leurs témoignages de soutien au peuple palestinien tout au long de cette Année internationale de solidarité.

Les manifestations organisées aujourd'hui au Siège des Nations Unies à l'occasion de la commémoration de cette Journée internationale comprennent le vernissage, à 18 heures, d'une exposition de photographies sur les réfugiés de Palestine provenant de 60 années d'archives, suivie, à 19 heures, d'un concert du Trio Joubran, un groupe primé d'oudistes qui jouera de la musique palestinienne.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Déclarations

À l'occasion de la Journée internationale 2014 de solidarité avec le peuple palestinien, le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. FODÉ SECK, a fait part de son « bouleversement » face au dernier conflit survenu à Gaza, « troisième guerre lancée par Israël contre Gaza » depuis les élections législatives palestiniennes de janvier 2006. À l'ouverture de cette journée, il a invité la salle à observer une minute de silence à la mémoire des 1 486 civils qui ont perdu la vie à Gaza cet été, dont 513 enfants et 269 femmes, et des 6 civils qui ont trouvé la mort du côté israélien.

Il a également passé en revue les événements positifs qui ont marqué 2014, comme l'adhésion de la Palestine aux quatre Conventions de Genève en avril, ainsi qu'à 10 traités et conventions internationaux. De plus, plusieurs gouvernements et parlements d'Europe ont décidé de prendre des initiatives courageuses pour mettre un terme à l'occupation de la Palestine, rappelant que la Suède avait reconnu la Palestine le 30 octobre, et que la Chambre des communes du Royaume-Uni ainsi que les Parlements irlandais et espagnol, votant sur la question, ont reconnu la Palestine à une écrasante majorité. La France devrait être le pays suivant à procéder à un vote au Parlement, pour adopter une position analogue, a-t-il ajouté.

La réunion internationale des parlementaires à l'appui du processus de paix israélo-palestinien, que le Comité a organisée la semaine dernière, a été l'occasion d'appuyer et d'encourager les

parlementaires du monde entier à s'acquitter de la responsabilité et du rôle particulièrement important qu'ils ont de mettre fin, par des voies pacifiques mais non moins décisives, à l'occupation, a rappelé M. Seck. Il a encouragé tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre les 135 pays qui ont reconnu l'État de Palestine.

Rappelant également que les factions politiques palestiniennes avaient formé, cette année, un Gouvernement d'unité nationale, il a salué le fait que cela « débloquait » une situation qui n'avait que trop duré. Il a encouragé le Gouvernement d'unité à agir conformément aux normes et règles internationales.

Enfin, M. Seck a pris la mesure de la solidarité internationale avec le peuple palestinien au lendemain de la destruction de Gaza, lorsque 5,5 milliards de dollars ont été mobilisés en annonces de contributions au Caire, le 12 octobre. Le travail de reconstruction à Gaza a démarré, a-t-il affirmé.

Il a également énuméré les différentes manifestations politiques et culturelles organisées par le Comité dans le cadre de cette Année internationale, notamment la conférence donnée par M. Noam Chomsky au Siège de l'ONU.

M. Seck est ensuite revenu sur les « événements plus inquiétants » qui ont marqué 2014, comme l'expansion illégale des colonies de peuplement à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, et l'interdiction, qui vient tout juste d'être levée, pour les hommes de moins de 35 ans d'accéder à l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est et la détention de nombreux Palestiniens qui ont résisté à l'occupation, mais surtout à la guerre de cet été à Gaza et son impact dévastateur. Il a rappelé que le Comité avait condamné cette guerre et exigé la levée intégrale du blocus des points de passage de Gaza pour permettre d'y acheminer l'aide humanitaire. D'après M. Fodé Seck, cette année marque un tournant qui, il l'espère, aboutira à l'adhésion de la Palestine à l'ONU en qualité de Membre à part entière.

M. SAM KAHAMBA KUTESA, Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, a rappelé que la proclamation, par l'Assemblée générale, de l'Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien reflétait le souhait de la communauté internationale de conclure les négociations israélo-palestiniennes et d'arriver à un accord de paix final, regrettant qu'on n'y soit pas parvenu. L'échec des négociations a été suivi de l'intensification de la violence en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, a-t-il déploré. Il a aussi évoqué le déplacement de personnes et le nombre de morts, ainsi que les destructions d'infrastructures, dont des écoles. La situation à Jérusalem et en Cisjordanie reste préoccupante, a-t-il estimé, condamnant toute attaque contre les civils et les lieux saints. Il a appelé les parties à s'abstenir de toute provocation ou violence.

M. Kutesa s'est aussi inquiété de la situation à Gaza et des conditions de vie des habitants, avant de demander la levée du blocus. Il a regretté que le processus de paix ne tienne plus qu'à un fil et invité la communauté internationale à continuer d'appuyer les parties pour les aider à surmonter leurs divergences. Les négociations doivent reposer sur une solution à deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité, a-t-il estimé. Il a aussi demandé qu'on prenne en compte la situation des réfugiés palestiniens, saluant le rôle que joue l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à leur égard, déplorant toutefois le manque de fonds pour soutenir ses opérations. Les annonces de contributions pour cette agence auront lieu le 3 décembre, a-t-il indiqué, invitant la communauté internationale à aider le peuple palestinien à réaliser leurs droits inaliénables et à parvenir à la paix.

M. GARY FRANCIS QUINLAN (Australie), Président du Conseil de sécurité, a réaffirmé que le Conseil de sécurité suivait de près la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, et qu'il restait engagé pour trouver une solution juste, globale et durable qui réponde aux différentes questions en suspens par rapport au statut final sur la base des résolutions pertinentes du Conseil, des principes de Madrid, de la Feuille de route pour le Moyen-Orient et de l'Initiative de paix arabe.

Tous les mois, a-t-il rappelé, le Coordonnateur spécial du Secrétaire général pour le processus de paix au Moyen-Orient ainsi que le Département des affaires politiques viennent faire des exposés sur la situation au Conseil de sécurité. Concernant Jérusalem, les membres du Conseil ont insisté sur la nécessité de désamorcer les tensions récentes dans la ville. L'année dernière, le Conseil s'est félicité de la reprise des pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens et, en juillet 2014, ses membres les ont encouragés à les reprendre. Les membres du Conseil ont également condamné les actes de violence, de part et d'autre, et se sont dit préoccupés par la poursuite des activités de peuplement qu'ils ont qualifiées d'illégitimes, a souligné

M. Quinlan. Le 28 juillet dernier, le Conseil a adopté une déclaration par laquelle il avait demandé à toutes les parties de parvenir à un cessez-le-feu et une paix globale dans l'esprit de deux États vivant côte à côte dans la paix. En juillet également, le Conseil a demandé une augmentation des contributions à l'UNRWA pour apporter l'aide humanitaire nécessaire et critique à Gaza et s'est félicité du mécanisme tripartite auquel ont souscrit les Nations Unies, Israël et l'Autorité palestinienne en vue de faciliter la reconstruction de Gaza.

M. Quinlan a souligné que les membres du Conseil félicitaient l'UNRWA pour les efforts qu'il déploie et appelait la communauté internationale à augmenter le soutien qu'elle apporte à l'Office. Pour le Conseil, a-t-il ajouté, la réalisation de la solution des deux États passe par le développement durable de l'économie palestinienne. Certains membres du Conseil ont mis l'accent sur la nécessité pour la direction palestinienne, sous l'autorité du Président Abbas, de montrer qu'elle gouvernait à la fois la Cisjordanie et Gaza, a encore rappelé M. Quinlan, avant

d'assurer que le Conseil restera activement engagé dans la facilitation d'une paix juste et équitable et la réalisation d'un accord de paix global sur la base de la solution de deux États.

M. PIERRE KRÄHENBÜHL, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a souligné que les événements de Gaza illustraient les conséquences d'une absence de solution politique pour résoudre un conflit et mettre un terme à une occupation. Il a exprimé la gratitude et le respect de l'UNRWA pour les 11 membres de l'agence qui sont morts lors du conflit à Gaza, qui s'ajoutent à ceux décédés lors du conflit en Syrie. « L'espoir est indispensable », a-t-il pourtant affirmé, en appelant de ses vœux une action politique déterminée. « Le redressement à Gaza est impératif », a-t-il estimé, en plaidant pour l'accélération du processus de reconstruction. La communauté internationale doit aussi jouer son rôle en appuyant les efforts menés à Gaza, a-t-il ajouté.

« Nous n'avons plus de temps à perdre », a lancé le Commissaire général. Il a évoqué le sort précaire des réfugiés, notamment au Liban et dans d'autres pays de la région et expliqué que les réfugiés, qui doivent traverser des zones de conflits, étaient exposés à des risques croissants. L'agence a constaté les conséquences humaines et le coût du blocus en termes de droits et de dignité pour le peuple palestinien, a-t-il indiqué, et s'efforçait d'assurer la protection des droits de tous les réfugiés. M. Krähenbühl a aussi expliqué que l'UNRWA avait mis en place le processus de développement du capital humain le plus spectaculaire dans le monde en développement, compte tenu de l'attachement des populations palestiniennes pour l'éducation.

M. RIYAD H. MANSOUR, Observateur permanent de l'État de Palestine, a remercié les États Membres pour leurs témoignages de soutien au peuple palestinien tout au long de cette Année internationale de solidarité, et a rappelé les différentes manifestations organisées dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien qui a lieu aujourd'hui, notamment le concert de luth et l'exposition de photographies qui sera inaugurée ce soir dans la salle des pas perdus au Siège de l'ONU.

Donnant lecture de la déclaration du Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, l'observateur palestinien a transmis les salutations du peuple palestinien à la communauté internationale deux ans après l'adoption de la résolution historique de l'Assemblée générale qui a relevé le statut de la Palestine à celui d'État non membre observateur de l'ONU. M. Abbas a rappelé que l'accession d'Israël à l'ONU, en 1949, était assortie de deux conditions, dont la création d'un État palestinien et une solution juste au sort des réfugiés palestiniens.

Le Président Abbas a exprimé l'espoir de l'établissement d'une paix juste dans la région et invité la communauté internationale à plaider fermement pour la paix, l'état de droit et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Il a rappelé que depuis sa création, l'ONU a défendu

la cause du peuple palestinien en adoptant des résolutions qui constituent un fondement incontournable d'une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien. Toutefois cette responsabilité doit être assumée jusqu'au bout, a-t-il estimé, regrettant que l'adoption d'innombrables résolutions n'ait pas été suivie d'effets, qui a provoqué à son avis l'exacerbation du conflit et imposé des injustices au peuple palestinien privé de ses droits. D'après le Président Abbas, il y a une véritable situation de deux poids, deux mesures permettant à Israël de continuer à agir en toute impunité.

Cette année a été marquée par une agression militaire violente par Israël de la bande de Gaza qui a coûté la vie à de nombreuses personnes et engendré des destructions massives, a rappelé M. Abbas. Ces actes doivent être condamnés par tous et la communauté internationale doit faire pression sur Israël pour qu'il respecte les résolutions de l'ONU et les engagements internationaux. À cet égard, M. Abbas s'est prononcé en faveur de l'adoption d'une résolution, qui sera présentée par le Groupe arabe au Conseil de sécurité, pour fixer un calendrier pour la fin de l'occupation israélienne des terres palestiniennes. Il a également exigé un arrêt immédiat des activités de peuplement, du blocus de Gaza, de la construction du mur de séparation, et des actions illégales qui visent la judaïsation de Jérusalem-Est.

« Pendant des décennies, nous nous sommes dits prêts à un compromis qui soit conforme à ces initiatives internationales, et nous le sommes toujours aujourd'hui », a-t-il affirmé. Elles consistent en une paix juste et durable qui mette fin à l'occupation israélienne et permette l'indépendance de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, a précisé M. Abbas, soulignant que l'Initiative de paix arabe constituait une véritable opportunité pour une paix régionale globale qui donne à Israël une reconnaissance par les pays arabes.

En conclusion, le Président Abbas a fait part de sa reconnaissance face aux initiatives de la Suède et des Parlements britannique, irlandais et espagnol en vue de la reconnaissance de l'État de Palestine. Il a assuré que le peuple palestinien se tournait vers l'avenir avec espoir et comptait sur le soutien de la communauté internationale pour enfin pouvoir jouir de ses droits inaliénables.

M. PALITHA T.B. KOHONA, qui s'exprimait tant en sa qualité de Représentant permanent de Sri Lanka, que comme Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, a rappelé que ce Comité avait exprimé, dans son rapport, son indignation face aux incidences humanitaires de la récente escalade de violence, après les destructions, dévastations et déplacement massifs à Gaza. Il a souligné le « carnage causé par les attaques sur Gaza », en souhaitant que le cessez-le-feu s'accompagne de progrès politiques sérieux sur le terrain. L'espoir de voir un accord de paix durable et la création d'un État de Palestine pleinement souverain et sûr, existant côte à côte

avec Israël, est soutenu par la détermination et la résilience du peuple palestinien, a-t-il remarqué.

Le Comité spécial en appelle à la communauté internationale pour qu'elle honore ses annonces de contributions généreuses faites au Caire le mois dernier, a rappelé M. Kohona. Il a également émis l'espoir qu'Israël mettrait en œuvre de bonne foi le mécanisme de reconstruction de Gaza négocié par les Nations Unies, et qu'il mettrait fin au blocus imposé à Gaza. En outre, a-t-il ajouté, le Comité spécial espère voir des progrès en ce qui concerne la situation des détenus palestiniens, notamment les femmes et les enfants, dont certains seraient victimes de mauvais traitements, torture et négligences médicales, ou aux arrêts sans avoir été accusés ou poursuivis en justice.

M. Kohona a, par ailleurs, rappelé que la construction du mur de séparation était illégale en droit international, conformément à l'avis rendu à cet égard par la Cour internationale de Justice et dénoncé les dépossessions de terres agricoles appartenant aux Palestiniens, ainsi que la multiplication du nombre de colonies de peuplement, l'intensification de la violence des colons et l'usage excessif de la force par les Forces de sécurité israéliennes. Le Comité spécial, a-t-il rappelé, a exhorté la communauté internationale à enquêter de manière transparente sur les activités commerciales de sociétés enregistrées dans leurs pays respectifs qui tirent profit de l'implantation de colonies israéliennes en Cisjordanie et dans le Golan syrien occupé. Il s'est d'ailleurs inquiété des tensions en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

M. Kohona a ensuite donné lecture d'un message du Président du Sri Lanka qui a exprimé sa préoccupation quant au manque de progrès dans le processus de paix au Moyen-Orient. Le Président exprime l'espoir que les bases seront jetées pour éviter une reprise de la crise humanitaire et le problème du blocus sur Gaza sera traité, ainsi que la question urgente de l'augmentation des colonies. À son avis, la viabilité d'une solution à deux États dépendra de la viabilité du peuple palestinien. Il a appelé la communauté internationale à accorder une attention particulière au sort des femmes et des enfants palestiniens en prenant des mesures pratiques en leur faveur, affirmant que son pays restait attaché à l'amélioration des conditions de vie du peuple palestinien, notamment par la fourniture d'une expertise technique. Enfin, il a appuyé la candidature de la Palestine à un siège de membre à part entière aux Nations Unies.

M. GHOLAMHOSSEIN DEHGHANI (République islamique d'Iran) a fait lecture d'un message du Président de la République islamique d'Iran, M. Hassan Rouhani, au nom du Mouvement des non-alignés (MNA). Dans son message, le Président Rouhani a indiqué soutenir pleinement la célébration de cette Journée qui permet de réfléchir à la situation qui perdure du fait de l'occupation. Alors que la question de la Palestine est inscrite à l'ordre du jour des Nations Unies depuis plus de 66 ans, le peuple palestinien n'a jamais eu aussi peu d'espoir de voir se réaliser ses droits à l'autodétermination, a-t-il souligné.

Dénonçant l'utilisation d'armes sophistiquées par Israël qui a « envahi la bande de Gaza de la façon la plus cruelle l'été dernier et pendant le mois sacré du Ramadan », le MNA a réaffirmé sa condamnation des agressions militaires israéliennes contre le peuple palestinien dans tout le Territoire palestinien occupé et demandé un examen sérieux des mesures à prendre pour appliquer le droit international et réparer les injustices.

Le Mouvement des non-alignés a aussi déploré les déclarations provocantes d'Israël au sujet de ses plans de construction de milliers de logements et son refus de cesser ses activités de colonisation dans le Territoire palestinien occupé. Il a appelé la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, à prendre des mesures urgentes pour mettre un terme aux activités illégales de peuplement et condamné les tentatives israéliennes visant à changer la composition démographique et le statut juridique de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie. Enfin, déplorant le manque de progrès du processus de paix au Moyen-Orient, le MNA a lancé un appel en faveur d'efforts concrets pour promouvoir un processus de paix juste et crédible sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU et des initiatives majeures des 10 dernières années.

M. ABDULMOHSEN ALYAS (Arabie saoudite) a lu un message du Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, M. Saud Al-Faisal, qui est aussi Président de la quarantième session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Il a dénoncé les crimes graves commis par Israël dans la bande de Gaza et indiqué que l'OCI suivait avec préoccupation les événements graves qui touchent la Palestine. Israël poursuit l'expansion de ses implantations par le biais des colonies de peuplement et la judaïsation de Jérusalem, a-t-il notamment indiqué. L'an passé, nous avons vu les pourparlers entrer dans une impasse, a-t-il regretté, avant de rappeler que l'occupation israélienne dure depuis 47 ans, dont 23 ans de négociations de paix avortées par la Puissance occupante.

Le Ministre saoudien a, en outre, déploré qu'Israël continue de violer les droits de l'homme, défigure l'identité de Jérusalem et agresse les lieux saints islamiques et chrétiens. Il a réitéré que Jérusalem-Est est une partie intégrante du Territoires palestinien occupé et a rappelé la déclaration de l'OCI qui condamnait l'agression d'Israël contre la mosquée Al-Aqsa. Nous réitérons qu'il relève de la responsabilité principale des Nations Unies d'engager Israël à mettre fin à ces agressions, a-t-il souligné, saluant à ce propos les mesures prises par la Jordanie pour faire face à ces agressions, notamment grâce au parrainage du Roi des lieux saints.

L'OCI a également réitéré son invitation à réunir les États parties de la quatrième Convention de Genève pour protéger les territoires palestiniens, y compris Jérusalem-Est, pour engager Israël à respecter le processus de paix et à mettre fin à l'occupation du Territoire palestinien occupé conformément au calendrier établi. Enfin, le Ministre a salué la décision de la Suède de

reconnaître l'État de Palestine et a appelé les autres pays à faire de même, en vue de donner à la Palestine le statut de membre à part entière des Nations Unies.

M. SIDI MOHAMED OULD BOUBACAR (Mauritanie) a donné lecture d'un message du Président mauritanien, M. Mohamed Ould Abdel Aziz, également en sa qualité de Président de l'Union africaine (UA). Celui-ci a rappelé qu'en 1947, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 182 sur le plan de partage qui prévoyait la création, en Palestine, de deux États: « l'État d'Israël » et « l'État de Palestine », Jérusalem étant placée sous un régime international spécial comme entité séparée. « Depuis 67 ans, un seul État, celui d'Israël, a vu le jour », a-t-il constaté à regret. Le peuple palestinien, qui compte aujourd'hui plus de huit millions de personnes, continue de souffrir de l'occupation israélienne de ses territoires depuis 1967, condamné à l'exil dans des camps situés dans les pays arabes voisins. Le Président Aziz a fait part de la préoccupation croissante de l'Union africaine face à la dernière agression de Gaza de la part d'Israël qui a anéanti ses infrastructures et « massacré » des civils, en « jetant le discrédit sur le processus de négociations et en annihilant tous les efforts de paix ».

Les efforts entrepris par les Palestiniens et les résultats auxquels ils sont parvenus dans le cadre de leur gouvernement d'unité, sont, selon le Président, compromis par les agissements des colons qui sabordent le processus de paix. L'Union africaine continuera de soutenir ce processus de paix, dans le cadre de la solution préconisée par les Nations Unies et de l'Initiative de paix arabe, afin de parvenir à la création de l'État palestinien souverain et indépendant, sur la base des frontières de 1967, avec pour capitale Jérusalem, a conclu le Président Abdel Aziz.

Lisant un message du Secrétaire général de la Ligue des États arabes, M. Nabil Elaraby, M. AHMED FATHALLA, Observateur permanent de la Ligue des États arabes, a rappelé que le peuple palestinien était confronté à une guerre en raison de l'attitude de la Puissance occupante. La guerre à Gaza a causé des destructions qui n'ont même pas épargné les infrastructures de l'UNRWA, a-t-il regretté, affirmant qu'Israël ne s'était pas véritablement retiré de Gaza en 2005, et qu'il agissait au mépris des résolutions internationales et du droit international. Il a rappelé que les États-Unis avaient tenté de mettre en œuvre une solution par le biais de négociations, mais que cette tentative avait été avortée par Israël. Malgré la poursuite par Israël de ses pratiques illégales, l'Autorité palestinienne a réussi à obtenir une reconnaissance du peuple palestinien en obtenant un siège d'État non membre observateur, le 27 novembre 2012, par 138 voix pour, a rappelé le Secrétaire général de la Ligue des États arabes.

M. Elaraby a dénoncé les crimes commis par Israël lors de la dernière attaque sur Gaza, les qualifiant de « crime génocidaires » et de « crimes de guerre ». La conférence sur la Palestine et la reconstruction de Gaza a insisté sur l'importance de la levée totale du blocus, a-t-il rappelé, tout en regrettant que la Puissance occupante poursuive sa politique de colonisation. Il a, en

autre, déploré les mesures prises par Israël visant à judaïser Jérusalem-Est. « Il est temps que le peuple palestinien obtienne sa liberté et puisse vivre comme les autres peuples du monde », a-t-il estimé, affirmant qu'il fallait mettre en œuvre l'Initiative de paix arabe qui constitue une base solide pour mettre fin à ce conflit. Il a souhaité que soit fixée une date butoir pour le retrait israélien dans une décision exécutoire qui confirmerait les frontières de 1967. Il s'est, par ailleurs, félicité de l'initiative suédoise qui a reconnu l'État de la Palestine et du vote du Parlement britannique en faveur de la reconnaissance de cet État.

M. MARK KOENIG, Coprésident du Groupe de travail des ONG sur Israël et la Palestine, qui s'exprimait au nom des organisations de la société civile qui s'intéressent activement à la question de Palestine, a expliqué qu'il s'agissait d'une coalition de diverses organisations qui, depuis 1999, se rencontrent pour échanger des informations et promouvoir une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens. Le Groupe soutient le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et part du principe qu'une paix juste et durable passe par le respect du droit international, des droits de l'homme et des accords passés. La violence, sous toutes ses formes et de la part de tous les acteurs, est un obstacle à la paix, a estimé M. Koenig, qui préconise une approche non violente pour apporter une paix durable aux enfants, femmes et hommes de la région.

Les Nations Unies doivent jouer un rôle crucial dans le règlement de ce conflit, à commencer par exiger l'application du droit et des standards internationaux permettant aux moins puissants de faire entendre leur voix. S'adressant aux dirigeants des pays de la région, il leur a demandé s'ils souhaitent que leurs enfants grandissent dans un monde marqué par la peur, la violence, l'injustice et la haine, ou dans un monde de paix, de respect et de liberté. M. Koenig s'est dit néanmoins confiant en un avenir meilleur où la paix et le bien-être des Palestiniens et des Israéliens seraient assurés.

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'ONU, a rappelé que, lorsque l'Assemblée générale avait, il y a un an, déclaré 2014 Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien, les négociations facilitées par les États-Unis sur les questions relatives au statut final entre Israéliens et Palestiniens avaient repris et la communauté internationale s'était engagée à nouveau à soutenir ces efforts. « L'espoir était visible », a-t-il souligné, rappelant toutefois que l'on a vécu une « année sombre, triste et désolante pour les Palestiniens, les Israéliens et tous ceux qui recherchent la paix ».

Le Secrétaire général a rappelé qu'au cours de 50 jours, cet été, le monde avait été le « témoin d'une autre guerre sans pitié à Gaza », le troisième conflit de ce type en six ans. Il en a résulté la mort de près de 2 200 Palestiniens et de 70 Israéliens, la destruction de plus de 100 000 logements de Palestiniens à Gaza, détruits ou rendus invivables, ainsi que de ces

infrastructures cruciales et le déplacement de dizaines de milliers de Palestiniens, sans que la sécurité à long terme des populations des deux côtés soit assurée pour autant.

M. Ban a rappelé s'être rendu dans la région à deux reprises au cours des derniers mois, condamnant, à Gaza, les tirs de roquette du Hamas sur les civils israéliens et, en Israël, l'ampleur des destructions commises par les militaires israéliens. Il avait soulevé des questions quant au respect des principes de distinction et de proportionnalité.

« Il faut en fait plus, beaucoup plus, pour protéger les civils. Il faut en fait plus, beaucoup plus, pour respecter les droits de l'homme et le droit humanitaire international », a souligné le Secrétaire général, relevant que la stabilité à long terme dépendait de la façon dont on traite les causes sous-jacentes du conflit, notamment la levée du blocus sur Gaza, la fin de l'occupation de la terre palestinienne et la réponse aux préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité.

S'agissant des réfugiés palestiniens, le Secrétaire général a estimé qu'ils ont été touchés de manière disproportionnée par la guerre à Gaza et sont aussi affectés par le conflit en Syrie. Il a exhorté les donateurs à poursuivre leur soutien à l'UNRWA et à la reconstruction de Gaza, se félicitant du démarrage des opérations dans le cadre du mécanisme temporaire pour la reconstruction de Gaza. Il a sollicité la coopération des parties ainsi que la mobilisation des financements nécessaires, comme annoncé à la Conférence du Caire le 12 octobre dernier.

Se disant profondément troublé par la situation à Jérusalem-Est, il a invité les parties à faire preuve de retenue et de respect du statu quo régissant les lieux saints. Les activités de colonisation sont illégales, a-t-il aussi rappelé, avant d'exhorter Israël à mettre fin à ces pratiques. Enfin, le Secrétaire général a engagé la communauté internationale à assumer la responsabilité de ce qui représente un échec collectif à résoudre le conflit israélo-palestinien. Nous ne pouvons pas baisser les bras face aux difficultés auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui, a-t-il estimé, souhaitant que le cercle vertueux de la paix prenne le dessus avant que les peuples de la région perdent tout sens d'empathie et de compréhension mutuelle.

Reprenant la parole, M. Riyad H. Mansour, Observateur permanent de l'État de Palestine, a exprimé sa gratitude au Secrétaire général pour sa déclaration « claire et très franche », ainsi que pour son courage et sa compréhension lors de sa visite, l'été dernier, à Gaza. Il l'a assuré de la volonté de l'Autorité palestinienne de continuer à coopérer avec lui et les Nations Unies pour promouvoir la cause de la justice pour le peuple palestinien et la cause de la paix avec le peuple israélien.

M. Mansour a également remercié les gouvernements et organisations internationales et de la société civile qui ont transmis leurs messages de solidarité avec le peuple palestinien à l'occasion de cette Journée internationale.

« Quarante-sept ans d'occupation c'est beaucoup trop long », a estimé M. Mansour. Le moment est venu, selon lui, pour que la solution des deux États puisse se réaliser, ce qui passe par le retrait d'Israël du territoire palestinien. Comme l'a dit le Président Abbas devant l'Assemblée générale cette année, « c'est l'année de l'indépendance de la Palestine », a-t-il conclu.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.